

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

Syndicalisme militaire !

Les bolchevistes nous ont appris à ne plus nous étonner de rien, en ce qui les concerne. Mais vrai, cette fois, ils dépassent les bornes, et ce serait un crime de les laisser faire.

Les maréchaux de la C.G.T.U. viennent d'ajouter au mot d'ordre des six francs par jour et des 1.800 francs, cette deuxième ultra-renversante formule : « Ne faisons plus de grèves partielles ». Monmousseau nous présente la chose dans la *Vie Ouvrière* de cette semaine. Dégustez ceci :

« Il faut habituer les masses à un minimum de discipline et de cohésion et à attendre, de la part des organisations de combat, les mots d'ordre de départ.

« Les militants doivent avoir assez de cœur pour savoir braver les impatiences, s'opposer aux mouvements spontanés, et conquérir, par la suite, l'autorité nécessaire pour la conduite des mouvements d'ensemble. »

Donc, plus de grèves partielles. La grève générale est encore conservée théoriquement, mais comme secondaire. La grande découverte est « l'élaboration d'une tactique des grèves ».

Les quartiers généraux du syndicalisme établiront des plans d'action, d'après les règles d'une stratégie ultra-savante que je serais bien curieux de connaître — ce sera sûrement quelque chose d'épantant. Mais, en attendant que l'état-major ait étudié son plan, réglé les détails, et donné l'ordre d'exécution, les sous-officiers, alias secrétaires de syndicats, auront pour mission de faire marquer le pas aux troupes impatients de combattre. On leur donnera des exercices de pas cadencé ou de salut militaire pour les occuper, car il ne faut pas laisser les soldats inactifs, c'est très dangereux pour la discipline militaire, vous diront les manuels de caserne.

Et voilà l'équivalent syndicaliste de la Nép, la nouvelle tactique unitaire de combat !

Si je ne connaissais pas avance les arrière-pensées politiques, dictatoriales et autoritaires des promoteurs de ce mot d'ordre, je les prendrais pour des maloues ou des créatures du patronat.

En effet, si une telle campagne se mène au sein du prolétariat, ce sont les exploiteurs qui en bénéficieront. C'est enseigner à lâcher la proie pour l'ombre.

Grève générale, tactique de grèves obéissant aux mots d'ordre, tout cela, même en admettant la sincérité de ceux qui le préconisent, ne peut qu'être l'aboutissant d'un long travail de propagande de groupement et de... discipline. Tout ça, c'est peut-être possible plus tard, mais, pour l'instant, c'est parler pour ne rien dire.

Et, en attendant que vos troupes de combat soient bien en mains, vos militaires jouent dans les syndicats le rôle de doucheurs : ils aspergeront d'eau froide les révoltés ouvriers ; ils feront des pieds et des mains pour empêcher les grèves partielles.

Ah ! ces messieurs du patronat au

ront largement le temps de consolider leurs positions avant que vous ne soyiez prêts. A chaque diminution partielle de salaires, à chaque augmentation partielle des heures de travail, ils auront l'ineffable plaisir de voir les militants unitaires prêcher la résignation pratique aux ouvriers, enveloppant cette besogne frisant la jaunure, de phrases révolutionnaires, sonores et creuses (un tonneau vide résonne mieux qu'un tonneau plein !)

Pauvres innocents ! Quant votre mot d'ordre sera prêt, il y a onze chances sur dix, pour que la masse n'y soit plus, prête, elle.

Il faudra que vous dispensiez abondamment le don de l'éloquence aux militants chargés de dire aux ouvriers révoltés : « Pas de blagues, rentrez au travail, c'est pas le moment, le général a dit d'attendre ». Il y a de grandes chances qu'après quelques douches semblables, les travailleurs enverront le doucheur se faire pendre ailleurs. C'est pas moi qui les plaindrat, s'ils reçoivent des « gnous ».

Monmousseau nous dit que les grèves partielles ont fait leur temps, et que depuis trois ans, elles n'ont abouti à aucun résultat.

Qu'est-ce qu'il en sait ?

S'il n'y avait eu que les Fédérations et les C.G.T. pour faire échec aux patrons, depuis cette époque, nous en serions aux 12 heures et aux 10 francs de salaire quotidien... Quand est-ce que la haute stratégie du syndicalisme bolcheviste a été expérimentée, pour émettre une pareille prétention ? Les ouvriers du Havre ont-ils attendu un mot d'ordre pour leur magnifique résistance

qui fit tant réfléchir les patronats métallurgique et autres ?

Je dis et je prétends que c'est grâce aux mouvements de révolte sporadiques, souvent désordonnés, souvent exécutés en dehors des syndicats, que l'offensive patronale n'a pas osé aller trop loin jusqu'à présent. Ce ne sont ni vos organismes centraux ni votre stratégie compliquée qui les ont fait reculer. Le patronat hésite devant l'inconnu de la psychologie souvent déroutante des prolétaires ; mais, croyez-moi, il se rit de votre discipline et de votre diplomatie. Il sera même enchanté que vous fassiez partie de son travail, en conseillant le calme et la résignation aux exploitants.

Si j'étais à sa place, je subventionnerais même une propagande de ce genre : « Laissez-les prêcher la révolution ou la grève pour plus tard, dans deux ans, dix ans ou cinquante siècles, le principal c'est qu'il n'y ait pas de pétard aujourd'hui qui nous allons donner un petit tour de vis.

Je crois inutile de discuter plus longtemps le fameux mot d'ordre : Plus de grèves partielles. Aucun syndicaliste n'admettra de devenir un prêcheur de résignation, alors que tout progrès ne peut découler que de l'ampleur des sentiments d'initiative et de révolte de la classe ouvrière.

Mais les bolchevistes syndicalistes se fichent de l'émancipation du prolétariat comme le Gouvernement russe de son premier massacre d'ouvriers ; ce qu'ils veulent, ce qu'ils cherchent, ce qu'ils travaillent inlassablement à établir, c'est une organisation syndicale devenant entre leurs mains une armée pour la conquête du pouvoir politique.

Alors, tout s'explique et s'éclaire. Centralisation, discipline, obéissance, habitude des masses à se résigner, à ne marcher que sur l'ordre des chefs, c'est là le véritable mot d'ordre caché derrière l'autre.

Pauvre syndicaliste, dans quelles pattes es-tu tombé ? Tous les hommes conscients vont te quitter, si tu continues ainsi. Ils se diront qu'ils en ont assez de la discipline patronale ou policière, sans s'en coller une autre sur le dos.

Allons, camarades, il n'y a plus qu'un moyen de guérir le syndicalisme, c'est une bonne cure d'autonomie, prise dans le sens d'envoyer promouvoir les organismes centraux et les chefs. Il faut que les Syndicats et les syndiqués reprennent les bonnes voies d'initiative, de révolte, et de libre solidarité, qui furent les origines de notre syndicalisme.

On a eu tort de vouloir échafauder un Etat dans l'Etat. Le premier est aussi pourri que le dernier.

Tout ce qui ne repose pas sur le travailleur lui-même, tout ce qui n'est pas l'émancipation directe de la masse, tout ce qui est basé sur le centralisme et l'autorité est, automatiquement, appelé à renforcer les forces d'oppression ou à crouler sous les coups du peuple marchant vers son émancipation.

Les ouvriers s'éloignent des G.G.T., quittent les syndicats, terrains de manœuvre des aspirants au pouvoir. Cela prouve peut-être plus leur instinct de progrès que ce qu'on est convenu d'appeler leur avachissement.

Faisons loyalement la tentative de reconstruire un mouvement syndical totalement décentralisé, avec intégrale initiative et liberté pour les syndicats, ce sera, j'en suis persuadé, une meilleure méthode que la dernière invention des syndicalistes militaires.

Georges BASTIEN.

Le succès de Lénine, M. Rykov, président du Conseil des Commissaires du peuple, tel un Poincaré, un Stresemann, un Mussolini ou un Mac Donald a fait devant les représentants de la presse des déclarations relatives à la politique russe. C'est pas moi qui les plaindrat, s'ils reçoivent des « gnous ».

Monmousseau nous dit que les grèves partielles ont fait leur temps, et que depuis trois ans, elles n'ont abouti à aucun résultat.

Qu'est-ce qu'il en sait ?

S'il n'y avait eu que les Fédérations et les C.G.T. pour faire échec aux patrons, depuis cette époque, nous en serions aux 12 heures et aux 10 francs de salaire quotidien... Quand est-ce que la haute stratégie du syndicalisme bolcheviste a été expérimentée, pour émettre une pareille prétention ? Les ouvriers du Havre ont-ils attendu un mot d'ordre pour leur magnifique résistance

qui fit tant réfléchir les patronats métallurgique et autres ?

Je dis et je prétends que c'est grâce aux mouvements de révolte sporadiques, souvent désordonnés, souvent exécutés en dehors des syndicats, que l'offensive patronale n'a pas osé aller trop loin jusqu'à présent. Ce ne sont ni vos organismes centraux ni votre stratégie compliquée qui les ont fait reculer. Le patronat hésite devant l'inconnu de la psychologie souvent déroutante des prolétaires ; mais, croyez-moi, il se rit de votre discipline et de votre diplomatie. Il sera même enchanté que vous fassiez partie de son travail, en conseillant le calme et la résignation aux exploitants.

Si j'étais à sa place, je subventionnerais même une propagande de ce genre : « Laissez-les prêcher la révolution ou la grève pour plus tard, dans deux ans, dix ans ou cinquante siècles, le principal c'est qu'il n'y ait pas de pétard aujourd'hui qui nous allons donner un petit tour de vis.

Je crois inutile de discuter plus longtemps le fameux mot d'ordre : Plus de grèves partielles. Aucun syndicaliste n'admettra de devenir un prêcheur de résignation, alors que tout progrès ne peut découler que de l'ampleur des sentiments d'initiative et de révolte de la classe ouvrière.

Mais les bolchevistes syndicalistes se fichent de l'émancipation du prolétariat comme le Gouvernement russe de son premier massacre d'ouvriers ; ce qu'ils veulent, ce qu'ils cherchent, ce qu'ils travaillent inlassablement à établir, c'est une organisation syndicale devenant entre leurs mains une armée pour la conquête du pouvoir politique.

Alors, tout s'explique et s'éclaire. Centralisation, discipline, obéissance, habitude des masses à se résigner, à ne marcher que sur l'ordre des chefs, c'est là le véritable mot d'ordre caché derrière l'autre.

Pauvre syndicaliste, dans quelles pattes es-tu tombé ? Tous les hommes conscients vont te quitter, si tu continues ainsi. Ils se diront qu'ils en ont assez de la discipline patronale ou policière, sans s'en coller une autre sur le dos.

Allons, camarades, il n'y a plus qu'un moyen de guérir le syndicalisme, c'est une bonne cure d'autonomie, prise dans le sens d'envoyer promouvoir les organismes centraux et les chefs. Il faut que les Syndicats et les syndiqués reprennent les bonnes voies d'initiative, de révolte, et de libre solidarité, qui furent les origines de notre syndicalisme.

On a eu tort de vouloir échafauder un Etat dans l'Etat. Le premier est aussi pourri que le dernier.

Tout ce qui ne repose pas sur le travailleur lui-même, tout ce qui n'est pas l'émancipation directe de la masse, tout ce qui est basé sur le centralisme et l'autorité est, automatiquement, appelé à renforcer les forces d'oppression ou à crouler sous les coups du peuple marchant vers son émancipation.

Les ouvriers s'éloignent des G.G.T., quittent les syndicats, terrains de manœuvre des aspirants au pouvoir. Cela prouve peut-être plus leur instinct de progrès que ce qu'on est convenu d'appeler leur avachissement.

Faisons loyalement la tentative de reconstruire un mouvement syndical totalement décentralisé, avec intégrale initiative et liberté pour les syndicats, ce sera, j'en suis persuadé, une meilleure méthode que la dernière invention des syndicalistes militaires.

Georges BASTIEN.

Le banal programme de M. Rikov

Le successeur de Lénine, M. Rykov, président du Conseil des Commissaires du peuple, tel un Poincaré, un Stresemann, un Mussolini ou un Mac Donald a fait devant les représentants de la presse des déclarations relatives à la politique russe. C'est pas moi qui les plaindrat, s'ils reçoivent des « gnous ».

Monmousseau nous dit que les grèves partielles ont fait leur temps, et que depuis trois ans, elles n'ont abouti à aucun résultat.

Qu'est-ce qu'il en sait ?

S'il n'y avait eu que les Fédérations et les C.G.T. pour faire échec aux patrons, depuis cette époque, nous en serions aux 12 heures et aux 10 francs de salaire quotidien... Quand est-ce que la haute stratégie du syndicalisme bolcheviste a été expérimentée, pour émettre une pareille prétention ? Les ouvriers du Havre ont-ils attendu un mot d'ordre pour leur magnifique résistance

qui fit tant réfléchir les patronats métallurgique et autres ?

Je dis et je prétends que c'est grâce aux mouvements de révolte sporadiques, souvent désordonnés, souvent exécutés en dehors des syndicats, que l'offensive patronale n'a pas osé aller trop loin jusqu'à présent. Ce ne sont ni vos organismes centraux ni votre stratégie compliquée qui les ont fait reculer. Le patronat hésite devant l'inconnu de la psychologie souvent déroutante des prolétaires ; mais, croyez-moi, il se rit de votre discipline et de votre diplomatie. Il sera même enchanté que vous fassiez partie de son travail, en conseillant le calme et la résignation aux exploitants.

Si j'étais à sa place, je subventionnerais même une propagande de ce genre : « Laissez-les prêcher la révolution ou la grève pour plus tard, dans deux ans, dix ans ou cinquante siècles, le principal c'est qu'il n'y ait pas de pétard aujourd'hui qui nous allons donner un petit tour de vis.

Je crois inutile de discuter plus longtemps le fameux mot d'ordre : Plus de grèves partielles. Aucun syndicaliste n'admettra de devenir un prêcheur de résignation, alors que tout progrès ne peut découler que de l'ampleur des sentiments d'initiative et de révolte de la classe ouvrière.

Si j'étais à sa place, je subventionnerais même une propagande de ce genre : « Laissez-les prêcher la révolution ou la grève pour plus tard, dans deux ans, dix ans ou cinquante siècles, le principal c'est qu'il n'y ait pas de pétard aujourd'hui qui nous allons donner un petit tour de vis.

Je crois inutile de discuter plus longtemps le fameux mot d'ordre : Plus de grèves partielles. Aucun syndicaliste n'admettra de devenir un prêcheur de résignation, alors que tout progrès ne peut découler que de l'ampleur des sentiments d'initiative et de révolte de la classe ouvrière.

Si j'étais à sa place, je subventionnerais même une propagande de ce genre : « Laissez-les prêcher la révolution ou la grève pour plus tard, dans deux ans, dix ans ou cinquante siècles, le principal c'est qu'il n'y ait pas de pétard aujourd'hui qui nous allons donner un petit tour de vis.

Je crois inutile de discuter plus longtemps le fameux mot d'ordre : Plus de grèves partielles. Aucun syndicaliste n'admettra de devenir un prêcheur de résignation, alors que tout progrès ne peut découler que de l'ampleur des sentiments d'initiative et de révolte de la classe ouvrière.

Si j'étais à sa place, je subventionnerais même une propagande de ce genre : « Laissez-les prêcher la révolution ou la grève pour plus tard, dans deux ans, dix ans ou cinquante siècles, le principal c'est qu'il n'y ait pas de pétard aujourd'hui qui nous allons donner un petit tour de vis.

Je crois inutile de discuter plus longtemps le fameux mot d'ordre : Plus de grèves partielles. Aucun syndicaliste n'admettra de devenir un prêcheur de résignation, alors que tout progrès ne peut découler que de l'ampleur des sentiments d'initiative et de révolte de la classe ouvrière.

Si j'étais à sa place, je subventionnerais même une propagande de ce genre : « Laissez-les prêcher la révolution ou la grève pour plus tard, dans deux ans, dix ans ou cinquante siècles, le principal c'est qu'il n'y ait pas de pétard aujourd'hui qui nous allons donner un petit tour de vis.

Je crois inutile de discuter plus longtemps le fameux mot d'ordre : Plus de grèves partielles. Aucun syndicaliste n'admettra de devenir un prêcheur de résignation, alors que tout progrès ne peut découler que de l'ampleur des sentiments d'initiative et de révolte de la classe ouvrière.

Si j'étais à sa place, je subventionnerais même une propagande de ce genre : « Laissez-les prêcher la révolution ou la grève pour plus tard, dans deux ans, dix ans ou cinquante siècles, le principal c'est qu'il n'y ait pas de pétard aujourd'hui qui nous allons donner un petit tour de vis.

Je crois inutile de discuter plus longtemps le fameux mot d'ordre : Plus de grèves partielles. Aucun syndicaliste n'admettra de devenir un prêcheur de résignation, alors que tout progrès ne peut découler que de l'ampleur des sentiments d'initiative et de révolte de la classe ouvrière.

Si j'étais à sa place, je subventionnerais même une propagande de ce genre : « Laissez-les prêcher la révolution ou la grève pour plus tard, dans deux ans, dix ans ou cinquante siècles, le principal c'est qu'il n'y ait pas de pétard aujourd'hui qui nous allons donner un petit tour de vis.

Je crois inutile de discuter plus longtemps le fameux mot d'ordre : Plus de grèves partielles. Aucun syndicaliste n'admettra de devenir un prêcheur de résignation, alors que tout progrès ne peut découler que de l'ampleur des sentiments d'initiative et de révolte de la classe ouvrière.

Si j'étais à sa place, je subventionnerais même une propagande de ce genre : « Laissez-les prêcher la révolution ou la grève pour plus tard, dans deux ans, dix ans ou cinquante siècles, le principal c'est qu'il n'y ait pas de pétard aujourd'hui qui nous allons donner un petit tour de vis.

Je crois inutile de discuter plus longtemps le fameux mot d'ordre :

Les pleins pouvoirs et le prolétariat allemand

ses papiers et à l'interroger, avant d'ouvrir, sur sa situation légale. Faut-il tout dire ? J'étais particulièrement attendri et amical quand je rencontrais un homme persécuté par la puissance sociale et traqué pour refus de tuer. Mais cette émotion en suivait d'autres. Dans un homme qui souffre, je vois d'abord une souffrance à partager ou à faire cesser. Y a-t-il donc des gens qui devant la douleur, sondent à autre chose qu'un soulager ? ...

Le président. — Vous saviez, n'est-ce pas, à quoi vous vous exposiez ?

Rolland. — « Je n'avais pas la lâcheté d'y penser. Est-ce que l'infirmier abandonne le blessé parce que les balles suffisent autour de lui ? »

Le président. — Vous agissiez illégalement.

Rolland. — « J'agissais humainement. Quand un geste humain est illégal, tant pis pour la loi.

« Insoumis moi-même et abrité derrière un faux état-civil, j'étais bien placé, vraiment, pour demander ses papiers à celui qui frappait à ma porte. Tout le monde n'est pas bon à faire un gendarme ou un policier. Je me réuse. Mon cœur parle plus haut, en moi, que tous vos codes. Quand un malheureux a besoin d'un morceau de pain et d'un coin où coucher, je lui donne une part de mon pain et un côté de ma maison. Si vous trouvez que c'est mal, fait pis pour vous. Si vous me condamnez pour avoir commis les crimes de pitié et d'humanité, tant pis pour vous. »

Ils le condamnèrent à trois ans de prison.

**

Ce n'était rien !

Un autre conseil de guerre le hâppa devant lequel il eut à répondre de son insoumission.

Il y répondit aussi crânement, dignement qu'au précédent.

« Je ne me repens de rien. Ce n'est pas par courroux ou par intérêt personnel que je suis insoumis. Si je l'avais voulu, ma connaissance de l'acier m'aurait ouvert les portes d'une usine. Mais je refuse de fabriquer des instruments d'assassinat aussi énergiquement que d'assassiner moi-même. Je suis insoumis par principe.

« En Angleterre, où le cas de conscience est admis on me laisserait travailler en paix. »

Le président. — Heureusement nous ne sommes pas en Angleterre. Notre loi française est plus égale et plus patriote.

Rolland. — « Plus inhumaine. »

Le président. — N'avez-vous pas honte, vous qui nous présentez de si beaux certificats, d'être devenu un faussaire ?

Rolland. — « Honte pour qui ? ... Pour votre loi, sans doute, qui me forçait au mensonge ou à la canailleuse. »

Le président. — Que voulez-vous dire ?

Rolland. — « Sous cette loi française que vous vantez, comment peut vivre l'insoumis ?

« Trois moyens s'offrent à lui : le vol, la prostitution de sa compagne, le tapage des camarades. Et un quatrième, celui que j'ai choisi : se procurer de faux papiers pour pouvoir travailler. »

Si le tribunal avait retenu le corps d'« *crime* », le fait lui-même, l'insoumission, il n'aurait pu condamner Gaston Rolland qu'à cinq années de prison, le maximum prévu par le code militaire.

Mais il se trouvait en face d'un homme. Et la soldatesque n'aime pas les hommes, elle préfère les numéros.

Le tribunal écarta le vrai motif d'inculpation et pour le faire subsidiaire octroya à Rolland les travaux forcés.

Et cela « au nom du peuple français ! »

**

Gaston Rolland n'a jamais été très fort physiquement. Depuis cinq ans qu'il est soumis à l'anémiant régime pénitentiaire il voit, chaque jour, sa santé faiblir.

Par exemple son moral est à envier. Ainsi il écrit à sa famille :

« Le silence du soir a quelque chose d'éfrayant dans l'immense hall du dortoir. Voici l'heure, parfois soulageante, du réveillement ; l'heure souvent de la défaillance.

« Quel homme dans une position semblable à la mienne oserait dire qu'il ne l'a jamais connue ?

Oui, je la connais. Oui, je l'ai sentie. Il m'a même semblé la voir, en fermant mes yeux humides, la pâle défaillance. Oui, il m'est arrivé de murmurer : « A quoi bon toutes ces souffrances ?

« J'entends parler ainsi le sentiment égoïste. Mais un autre, plus pur, alimenté par la petite flamme de l'idéal, lui répondait : Ce n'est pas pour rien que tu souffres. Rappelle-toi. Il y a des amis, des camarades, des inconnus aussi (eh ! ce sont des hommes comme les autres !) que tu as sauvés de la mort. Vois, ils respirent un air libre, ils travaillent, ils vont où ils veulent. Jouis de leur bonheur, console-toi en songeant qu'ils sont nombreux. Console-toi aussi en songeant que ton *crime* ne fait aucune honte à l'humanité. »

Nul écho de ce qui se passe au dehors n'arrive jusqu'à lui d'ordinaire. Il a su, toutefois, que Han Ryner et d'autres personnalités marquantes s'occupent de lui.

Ecoutez la joie qu'il en manifeste :

« Je ne désespère plus jamais. Des voix indiscutables, des voix aimées, estimées, autorisées, se font entendre, dont l'écho vient vaguement à mes oreilles. Je suis debout maintenant et il me semble que mon visage rayonne de joie. »

« Quel bonheur de se savoir aimé, même par des inconnus ! Désormais je supporte tout avec vaillance. Et quel réconfort l'éprouve à savoir que des consciences partent comme moi ! »

« Merci ! Merci ! Dans le tumulte des sentiments qui m'agite, je vous prie, mes biens chers, de transmettre à tous ceux qui luttent pour moi ce seul mot : Merci ! »

« Non, que ce mot ne soit pas seul. Dites-leur que leurs efforts m'encouragent, me sauvent, me rendent la force et le goût de vivre. »

**

Il a encore dix ans de réclusion à accomplir. Il ne les fera pas car son corps trahira sa conscience et il sortira de la Maison de Force de Melun les pieds devant.

Mais sommes-nous si riches en belles individualités pour perdre encore celle-là ? Et n'imposserons-nous pas aussi l'amnistie pour Gaston Rolland ?

Depuis que le Reichstag allemand a voté une loi donnant pleins pouvoirs au gouvernement, la réaction s'est ouvertement déclarée. Les progrès sont si forts et si visibles, qu'il faudrait être frappé de cécité pour contester que les forces révolutionnaires ont la suprématie. Le parti social-démocrate allemand est en grande partie responsable. Les social-démocrates appréhendent de heurter les capitalistes réactionnaires, et votèrent la loi de remise des pleins pouvoirs, qui par la suite fut appliquée contre le parti social-démocrate lui-même.

Le parti communiste, lui aussi, par son impardonnable légèreté à user de la « Putschaktik » (tactique de coups de force) est fortement responsable de la situation. Il était clairement compromis avec le « putsch » de Hambourg qui n'a pas peu contribué à provoquer la réaction. En effet, rien ne vint plus à propos pour la réaction que ce « putsch », durant lequel le Comité central du parti communiste abandonna lâchement à leur malheur les ouvriers qu'il avait excités.

La loi de remise des pleins pouvoirs entraîna l'état de siège et devait soi-disant être employée contre la Bavière réactionnaire qui se révolta ouvertement contre le gouvernement du Reich. Mais l'état de siège fut mis à profit pour étouffer le soulèvement de Hambourg et se transforma bientôt en une féroce dictature militaire dirigée uniquement contre le mouvement ouvrier.

La « Reichswehr » fut lestée d'éléments fascistes et lâchée sur les ouvriers. L'armée fut concentrée principalement en Saxe et en Bavière sous prétexte de protéger le Reich contre une attaque éventuelle de la Bavière ; alors qu'en réalité, les troupes de la « Reichswehr » faisaient cause commune avec les réactionnaires bavarois. Ils tentèrent en dernier lieu d'anéantir la vitalité qui se manifestait dans la tendance gauche du mouvement ouvrier. Le parti communiste qui voulait s'installer à la place du parti social-démocrate dont la fraction parlementaire au Reichstag a voté pour la loi de remise des pleins pouvoirs, loi par laquelle le Reichstag est suspendu pour laisser pleins pouvoirs au gouvernement d'émettre des lois et des décrets, ne fut pas non plus épargné. La camarilla militaire reçut plein pouvoir du ministre et du général de la « reichswehr » qui, eux-mêmes, le tenaient des social-démocrates et n'appréhendaient plus de le perdre. Comme première application de ce décret, ils interdirent les réunions des socialistes et destituèrent les fonctionnaires d'Etat appartenant à ce parti.

Quoi qu'il fut clair que la loi de remise des pleins pouvoirs fut ouvertement dirigée contre les ouvriers, les syndicats réformistes, qui adhèrent à Amsterdam, n'eurent pas honte d'adresser à la classe ouvrière l'appel suivant :

Travailleurs ! Employés !
Fonctionnaires de Berlin !

D'après un avis du « Polizei Présidium » (Préfecture de police) publié dans la presse berlinoise, les places vacantes dans la police doivent être comblées. Les camarades qui sont désexeux d'entrer dans la police de sûreté et qui remplissent les conditions voulues, devront se présenter aussitôt à l'Administration berlinoise de leur syndicat.

Commission syndicale de Berlin et des environs.

Ainsi le parti social-démocrate et les syndicats réformistes, auxquels adhèrent certains communistes, font de la propagande pour de tels enrôlements et travaillent la main dans la main avec la police pour mieux s'immiscer dans les affaires de l'Etat qui écrase la classe ouvrière.

A cette réaction politique et à cette dictature militaire s'ajoute la misère économique et une terrible indigence dans la classe ouvrière. Jusqu'à l'éminence du « Rentenmark » en novembre 1923, la capacité d'achat des salaires avait tellement diminué, qu'avec le gain d'une semaine un ouvrier ne pouvait se procurer de quoi vivre plus d'une journée. Après la stabilisation du mark les ouvriers revendiquèrent un « reallohn » (1) basé sur ceux d'avant-guerre. Cela ne convint pas aux patrons qui ne pouvaient plus de la sorte réaliser d'aussi gros bénéfices aux dépens de la classe ouvrière. Ils fermèrent donc leurs fabriques, sous le prétexte qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité de faire la concurrence avec les pays étrangers, si les ouvriers exigeaient des augmentations de salaires en rapport avec les conditions d'existence. Or, cette raison est absolument fausse. Les produits de certaines industries ont augmenté de 50 % sur les prix d'avant-guerre alors qu'au contraire les salaires ont baissé de plus de la moitié de ce qu'ils étaient auparavant. Cette exploitation raffinée de la classe ouvrière permet aux capitalistes de s'enrichir en masse avec une rapidité extraordinaire.

La marine marchande allemande qui était de 410.000 tonnes au début de 1920 s'élevaient à 469.000 tonnes en 1923. Et la richesse industrielle a augmenté encore dans une plus grande proportion. Le capitalisme se fortifie à vue d'œil et, se tenant assez fort, lutte de plus en plus brutalement contre les travailleurs pour anéantir au moins les effets de la révolution de 1918.

La clôture des usines entraîne un formidable chômage. Un tiers au moins des ouvriers allemands est sans travail ! Ce chômage général s'abat sur une population qui, depuis des années déjà, est affamée plus qu'à moitié aggravée encore les souffrances des travailleurs. Cette crise fut encore envenimée par un décret du ministère

(1) Le salaire nominal se compte par billions, etc., et le salaire réel est évalué en marks.

Pour le Comité :
Le Président : Ed. MASSONNEAU.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

ses généreuses ? Plusieurs bruits à ce sujet le laisseraient penser. »

C'est une petite coquetterie.

Le *Libertaire* s'honore d'avoir été le premier, il y a cinq ans, alors qu'il était hebdomadaire, à prendre la défense de Gaston Rolland.

Il y a trois semaines, nous avions demandé à Han Ryner de vouloir bien écrire pour le *Libertaire* l'article que nous voulions consacrer à Gaston Rolland au cours de notre campagne pour l'amnistie ; trop malade encore à ce moment-là, Han Ryner ne put nous donner satisfaction.

Maintenant, l'auteur de l'écho du *Livre syndicaliste* désire-t-il savoir pourquoi la relation de l'affaire Gaston Rolland qui paraît aujourd'hui, n'a pas paru hier, par exemple ?

La Vie des Lettres

PETITES NOUVELLES :

— Un comité vient de se constituer à l'île Maurice pour ériger un buste au poète Paul-Jean Toulet, dans le jardin des Pamplemousses, qui est un des plus beaux du monde.

— On va fonder une Société des Amis de Péladan. Mme Péladan a donné son agrément à ce projet.

NOTULES :

— *Monsieur de Cancaval*, roman, par Edouard Ducoté (Bernard Grasset, éd.). — Roman où évoluent un noble, des bourgeois, des parvenus et des artistes.

M. de Cancaval, le baron fainéant et orgueilleux, qui préfère encore la misère au travail, conserve, cependant, un certain amour-propre qui le rend plus sympathique, que le monde mi-bourgeois, mi-artistes, au milieu duquel il évolue, monde aux conceptions étriquées et à l'égoïsme misérable.

Seuls, deux ou trois personnages secondaires du roman savent retenir sur eux la pitie (plutôt que l'amitié) du lecteur : le bohème, la bonne ménagère naïve...

Les caractères, s'ils ne sont pas fouillés à fond, sont tout au moins bien observés, et le récit est aérant. Bref, un bon roman.

**

Sur les boulevards. — C'est le titre d'un article que M. Fernand Gregh a donné dans *Paris-Soir*. Et le poète de *l'Or des Minutes* nous fait part d'un peu de sa philosophie : « Mallarmé estimait que le monde avait été créé pour produire un beau livre. C'est un point de vue qui m'a toujours paru étroit. Mais, d'entre toutes les leçons que nous essayons de donner à l'univers, la raison est une des plus évidentes. Tandis qu'autrefois, il écrivait : « L'asservissement humain par le vol, la ruse, le mensonge et l'assassinat. »

Mais il y a une certaine catégorie de gens qui sont payés pour trouver cela très bien et pour le faire publiquement.

C'est ainsi qu'un journaliste a cru bon de faire sur un ton plaisir l'éloge des modernes dictateurs, beaucoup plus raisonnables que ceux de jadis. Mussolini, Primo de Rivera, Mustapha Kémal, tous trois dictateurs, sont des types épavantables, qui n'en est pas moins un amalgame de choses horribles dont la principale est l'asservissement humain par le vol, la ruse, sur d'innocents peuples voisins, soit sur d'infortunés compatriotes. »

En somme, et c'est Maurice Praz qui nous le dit, Messieurs les dictateurs sont gens simples, poses, pacifiques, et désuets il n'y a rien à redouter. La sauvagerie fasciste, le bombardement des gosses de Corfou, etc., etc., c'e ne compte pas. Simple produit, sans doute, de l'imagination de détracteurs de mauvaise foi !

Il y a bien aussi les dictateurs « proletariens », mais ceux-là, non plus, ne doivent pas être à craindre, ne sont-ils pas au mieux avec le gouvernement de Sa Majesté britannique, et M. Tchitcherine n'est-il pas l'objet des politesses les plus empressées de M. Mussolini ? Demain, M. Poincaré ou son successeur sera certainement avec lui à tu et à tû.

Vraiment, il n'y a pas lieu de s'en faire !

Avec ou sans décrets-lois, que le gouvernement soit franchement dictatorial ou hypocritement démocratique, le résultat est le même. Les profiteurs du régime n'ont rien à en redouter. Il n'y a que le peuple qui s'obstine à ne pas comprendre.

Esperons tout de même qu'à force de tirer sur la corde, elle se rompra, pour le plus grand dommage des derrières plus ou moins dictatoires. Mais il ne suffit pas d'espérer !

Pierre MUALDES.

Lenine et Landru

L'on dit que les Portugais sont gais. Mais les Belges sont drôles, savez-vous. Ne voilà-t-il pas qu'un journal quotidien socialiste de Mons compare Lénine à Landru. Afin de ne pas déformer la pensée de l'auteur, nous allons reproduire :

Tous les illuminés ont eu des admirateurs, certains grands criminels aussi.

« Cela s'est produit dans le passé. Témoins Mahomet, Attila, Tamerlan, Torquemada. Cela se passe de nos jours, témoins : Lénine, Bala-Kun, Landru. »

Il va un peu fort, pour une fois, le camarade belge. Prendre Landru pour un criminel, c'est possible, mais pour un illuminé non, et s'il a réellement assassiné un certain nombre de femmes — ce qui, jusqu'à présent, n'a pas été prouvé — ce ne fut certainement pas en vertu de certains principes, car sa vie ne nous le présente pas comme un misogyne, et nous ne croyons pas en plus qu'il ait eu beaucoup d'admirateurs.

Pour Lénine, c'est une autre affaire. Sa foi dogmatique l'a entraîné dans l'assassinat en masse, et ce n'est certes pas nous, anarchistes, qui défendrons sa mémoire.

Mais il nous semble que si nous avions des sympathies à avoir, ce n'est probablement pas Landru qui en bénéficierait.

Renseignez-vous avant !

Le *Livre syndicaliste*, organe de la minorité de la

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

La grève des cheminots est à peine terminée en Angleterre, qu'un nouveau conflit menace d'éclater.

Nous avons, il y a quelques semaines, déjà annoncé que les Dockers réclamaient une augmentation de deux shillings par jour, et avait décidé d'arrêter le travail le 16 février prochain, si les patrons ne répondent pas favorablement à leurs justes revendications.

L'arrangement qu'espéraient les capitalistes ne semble pas être si proche, les ouvriers refusant de discuter et maintenant leur demande de deux shillings.

Les patrons offrent pour le moment un shilling, ils seront sans doute plus généreux lorsqu'ils comprendront que les ouvriers des ports ne céderont qu'après avoir obtenu entièrement satisfaction.

Le prolétariat anglais se défend, et il a raison. Avec l'augmentation croissante de la vie, il est juste et logique que les salaires subissent une hausse adéquate. Malheureusement, si nos frères d'outre-Manche mènent la bataille pour leur vie, il est bien des peuples, qui sont aujourd'hui réduits à l'esclavage, et qui n'ont que de faibles possibilités pour combattre leurs exploitateurs.

En Espagne, Primo de Rivera, qui déclarait il y a quelques jours qu'il était décidé à maintenir l'ordre et à éliminer dans les grèves les éléments révolutionnaires, a-t-il l'intention de commencer sa chasse meurtrière ?

Les bruits circulent annonçant que d'importants renforts de gardes civiles sont arrivés dans les villes de la Catalogne. Ces troupes sont sans doute requises pour arrêter le mouvement de protestation qui se fait jour dans la classe ouvrière.

« Eliminer les éléments révolutionnaires » a dit Primo de Rivera. Autant dire qu'il interdit tout mouvement prolétarien, car la plus faible revendication des ouvriers espagnols, même les plus réformistes, sera considérée par le dictateur comme un mouvement de révolte.

Et comme nos camarades mineurs sont en grève de l'autre côté des Pyrénées, nous ne sommes pas surpris de ces mouvements de troupes.

Le plébiscite se défend contre la rapacité de la bourgeoisie, qui veut le réduire à l'esclavage. Et pendant ce temps, les matres du jour qui se réclament de la Russie rouge, continuent leurs tractations avec les éléments contre-révolutionnaires.

Si la reprise des relations diplomatiques et commerciales avec les puissances capitalistes ne comprend — dans une certaine mesure — il sera peut-être plus difficile à nos diplomates révolutionnaires d'expliquer quelles sont les ressources qu'ils espèrent tirer du Vatican.

Quels avantages peut avoir le peuple russe à posséder près du Pape un ambassadeur ? La religion qui fut de tout temps l'ordre de la réaction, et Rome qui dans toutes les occasions a opposé son obscurantisme, à l'évolution des masses, servira à nouveau à endormir le peuple russe. Le « Saint Pére » engagera sans doute le troupeau qui est dominé aujourd'hui par les bergers bolchevistes à écouter les matres et à suivre le gouvernement des Soviets.

Le paysan slave, qui est encore influencé par les idées religieuses, et qui durant des siècles s'est laissé déposséder par l'empire tsariste, est un terrain propice à exploiter.

Aide de la croyance en Dieu, et de l'autorité du pape, les communistes, auxquels ne répondent pas de tels procédés, trouveront une assise plus solide pour leur dictature.

L'on interdit en Russie la publication des œuvres de Proudhon, de Kropotkin, etc., mais l'on va introduire en quantité des Bibles et des Evangiles, « pour le bien du Peuple » sans doute ?

J. C.

ALLEMAGNE

CHEZ LES CHEMINOTS

Düsseldorf, 10 février. — Les groupes des territoires occupés des syndicats libre, chrétien et démocrate des cheminots, ont décidé de rompre officiellement toutes leurs attaches avec Berlin et de former trois groupements autonomes.

ANGLETERRE

LA SITUATION INTERNATIONALE

Londres, 10 février. — M. Garvin écrit dans l'*Observer*, que la reconnaissance sans conditions de la Russie soviétique est une grande chose.

Il préconise l'admission de la Russie et de l'Allemagne, ensemble si possible, dans la Société des Nations.

D'autre part, l'*Observer* écrit : Le règlement de la question palatine rend plus faciles les relations entre la France et l'Angleterre, et si les manifestations d'amitié de MM. Macdonald et Poincaré se transforment en quelque chose de substantiel, nous pouvons nous attendre que les travaux des comités d'experts se traduisent en effets pratiques.

Comme à Cannes et à Gênes, une occasion est offerte aux Allemands de s'aider eux-mêmes et d'aider les autres. Ce serait de leur part une nouvelle bénédiction. Malheureusement, si nos frères d'outre-Manche mènent la bataille pour leur vie, il est bien des peuples, qui sont aujourd'hui réduits à l'esclavage, et qui n'ont que de faibles possibilités pour combattre leurs exploitateurs.

En Espagne, Primo de Rivera, qui déclarait il y a quelques jours qu'il était décidé à maintenir l'ordre et à éliminer dans les grèves les éléments révolutionnaires, a-t-il l'intention de commencer sa chasse meurtrière ?

Les bruits circulent annonçant que d'importants renforts de gardes civiles sont arrivés dans les villes de la Catalogne. Ces troupes sont sans doute requises pour arrêter le mouvement de protestation qui se fait jour dans la classe ouvrière.

« Eliminer les éléments révolutionnaires » a dit Primo de Rivera. Autant dire qu'il interdit tout mouvement prolétarien, car la plus faible revendication des ouvriers espagnols, même les plus réformistes, sera considérée par le dictateur comme un mouvement de révolte.

Et comme nos camarades mineurs sont en grève de l'autre côté des Pyrénées, nous ne sommes pas surpris de ces mouvements de troupes.

Le plébiscite se défend contre la rapacité de la bourgeoisie, qui veut le réduire à l'esclavage. Et pendant ce temps, les matres du jour qui se réclament de la Russie rouge, continuent leurs tractations avec les éléments contre-révolutionnaires.

Si la reprise des relations diplomatiques et commerciales avec les puissances capitalistes ne comprend — dans une certaine mesure — il sera peut-être plus difficile à nos diplomates révolutionnaires d'expliquer quelles sont les ressources qu'ils espèrent tirer du Vatican.

Quels avantages peut avoir le peuple russe à posséder près du Pape un ambassadeur ? La religion qui fut de tout temps l'ordre de la réaction, et Rome qui dans toutes les occasions a opposé son obscurantisme, à l'évolution des masses, servira à nouveau à endormir le peuple russe. Le « Saint Pére » engagera sans doute le troupeau qui est dominé aujourd'hui par les bergers bolchevistes à écouter les matres et à suivre le gouvernement des Soviets.

Le paysan slave, qui est encore influencé par les idées religieuses, et qui durant des siècles s'est laissé déposséder par l'empire tsariste, est un terrain propice à exploiter.

Aide de la croyance en Dieu, et de l'autorité du pape, les communistes, auxquels ne répondent pas de tels procédés, trouveront une assise plus solide pour leur dictature.

L'on interdit en Russie la publication des œuvres de Proudhon, de Kropotkin, etc., mais l'on va introduire en quantité des Bibles et des Evangiles, « pour le bien du Peuple » sans doute ?

J. C.

En lisant les autres...

La machine à perdre le temps

Qu'est-ce que cela ? La « machine à perdre le temps », c'est le Parlement, Bonne définition. Elle est de Léon Daudet. Cette canaille ne manque pas d'esprit. Ah ! s'il est aussi autant de conscience que de talent !

Mais, cette « machine à perdre le temps », au lieu de la mépriser comme font les anarchistes, le monstre royal en joue comme les collègues. Et cette autre fripouille d'Emile Buré, dans l'*Eclair*, nous dit son admiration pour le procédé :

Pour le directeur de l' « Action française », pour l'auteur de « Moloch et Minerve », le Parlement est une machine à perdre le temps, et on croit qu'il s'acharne à justifier la définition qu'il en a donnée. Au moins, lui, il est logique, et il est loyal. Il tient la promesse faite à ses amis et il ne cache pas ses intentions à ses adversaires. Il est bon et utile d'être du Parlement, écrit-il, dans le livre cité plus haut, précisément pour faire la démonstration du vide de cette institution non du dehors, mais du dedans. Le jour où une trentaine de camélots du roi surgiront à la Chambre des Députés sera un jour vraiment national, un jour à marquer d'une pierre blanche ; le parlementarisme démocratique aura vécu. Ce sera une forme de cheval de Troie. On ne saurait être ni plus net ni plus franc. Léon Daudet, tout comme les communistes, d'ailleurs, ne cherche qu'à déconsidérer le Parlement pour l'anéantir plus sûrement et plus aisément. Il sait qu'il est naturellement bavard et il diste son pêche mi-nou pour que chacun s'écarte de lui avec horreur et pour qu'il l'ait ainsi entièrement à sa merci quand l'heure du sacrifice arrive.

Qui mais, tout comme les communistes, aussi, les royalistes ne veulent atteindre l'autorité du Parlement que pour la remplacer par une autre autorité : la dictature.

♦ ♦ ♦

Pour Goldsky

Toujours sur la brèche pour défendre les victimes de l'injustice bourgeois notre grande amie Séverine élève la voix pour Goldsky :

Le crime que la justice militaire lui attribua en pleine guerre, — alors que le « pacifiste » paraissait aux belliqueux être l'ennemi davantage que l'Allemand — ce crime consista surtout en une collaboration à une feuille dont la commandite initiale fut été suspecte.

Si tous ceux qui ont écrit dans des journaux dont les capitaines étaient d'origine douteuse étaient passibles des travaux forcés, il y aurait vraiment du monde au bagne ! J'ai connu, pour ma part, dans la plus grande presse, des « magistrats » sur lesquels il n'était qu'assez possible de se faire illusion. Ils fournissaient à l'écrivain la possibilité d'exprimer ses idées... on ne tenait pas plus compte de leur valeur morale que de la matière d'un mur sur lequel on appose une affiche ou une proclamation.

Parfois, lorsqu'il s'agissait de détourner l'attention publique de quelque affaire trouble — sérieuse, celle-là ! — on huppait les moins arrogants et les moins bien en cour. Les plus considérables, « persona grata », continuaient de prospérer et de monter en grade dans la Légion d'honneur. Surtout ils avaient cette sauvageesse de s'en tenir à leur affaire commerciale, sans incursion imprudente dans la politique.

Alors, comment ne pas poursuivre la révision du procès de Goldsky, pauvre diable de rédacteur, qui pouvait parfaitement ignorer les agissements de Duval ?

Mais, sans même attendre la révision, Goldsky, condamné pour des faits essentiellement d'ordre politique, demandait à être traité en conséquence.

On le lui a refusé. Plutôt que de continuer à subir un tel supplice, il préfère jouer le tout pour le tout, risquer sa vie.

C'est d'une belle crânerie, chez cet infortuné, miné par sept ans de captivité et qui renonce à tout, abdique tout — sauf le courage !

Voilà le laisser mourir, comme fit l'Angleterre pour le maire de Cork ? Ou va-t-on tenir de le nourrir de force, comme voulait à l'envie nos amis ?

Ce serait une telle honte qu'en ne peut l'admettre ! Une République qui commetttrait le crime d'empêcher Jeanne Morand d'aller veiller l'agonie de sa mère et d'obliger Goldsky de se suicider, serait mûre pour la dictature et indigné du dévouement des républicains.

Dans le *Rappel*, Edmond du Mesnil, lui aussi, crie : « Justice ! » :

Vrai ! je ne comprends pas, ou je comprends trop, les tournures de la Chancellerie dans l'affaire Goldsky.

Sur Goldsky, j'ai dit depuis longtemps mon opinion formelle.

Je le crois innocent du crime pour lequel il a été condamné. Et je sais qu'une noble et haute conscience en est « troublée ».

Une procédure de révision s'imposait. Dans tous les cas, il fallait prendre une décision et la signifier au prisonnier. Or, il a subi — après tant d'autres — cette torture morale d'être constamment dans une alternative d'espoir et de désespoir.

Ensuite, il fut saisi par les deux inconnus, renversé, garrotté. Des yeux il chercha Corteiz, l'aperçut sur le seuil de la caserne.

— A moi ! cria-t-il.

— Corteiz, sans répondre, entra dans la cour du Bon-Pasteur, se fit conduire auprès du commandant.

— Monsieur, dit-il, voici un ordre de M. le préfet du Rhône et un autre de M. le lieutenant-général commandant la division.

Vous voudrez bien recevoir le prisonnier. Or, il a subi — après tant d'autres — cette torture morale d'être constamment dans une alternative d'espoir et de désespoir.

— C'est bien, monsieur. J'obéirai.

Corteiz sortit aussitôt. Il s'effaça derrière un groupe de soldats pendant qu'on introduisait Victor dans la cour. Puis il partit en courant, se dirigea vers le point duquel il ne fasse quelque sottise. M. le ministre en agit envers lui comme un père de famille avec son fils du temps des lettres de cachet.

— C'est bien, monsieur. J'obéirai.

Corteiz sortit aussitôt. Il s'effaça derrière un groupe de soldats pendant qu'on introduisait Victor dans la cour. Puis il partit en courant, se dirigea vers le point duquel il ne fasse quelque sottise. M. le ministre en agit envers lui comme un père de famille avec son fils du temps des lettres de cachet.

— C'est bien, monsieur. J'obéirai.

Corteiz sortit aussitôt. Il s'effaça derrière un groupe de soldats pendant qu'on introduisait Victor dans la cour. Puis il partit en courant, se dirigea vers le point duquel il ne fasse quelque sottise. M. le ministre en agit envers lui comme un père de famille avec son fils du temps des lettres de cachet.

— C'est bien, monsieur. J'obéirai.

Corteiz sortit aussitôt. Il s'effaça derrière un groupe de soldats pendant qu'on introduisait Victor dans la cour. Puis il partit en courant, se dirigea vers le point duquel il ne fasse quelque sottise. M. le ministre en agit envers lui comme un père de famille avec son fils du temps des lettres de cachet.

— C'est bien, monsieur. J'obéirai.

Corteiz sortit aussitôt. Il s'effaça derrière un groupe de soldats pendant qu'on introduisait Victor dans la cour. Puis il partit en courant, se dirigea vers le point duquel il ne fasse quelque sottise. M. le ministre en agit envers lui comme un père de famille avec son fils du temps des lettres de cachet.

— C'est bien, monsieur. J'obéirai.

Corteiz sortit aussitôt. Il s'effaça derrière un groupe de soldats pendant qu'on introduisait Victor dans la cour. Puis il partit en courant, se dirigea vers le point duquel il ne fasse quelque sottise. M. le ministre en agit envers lui comme un père de famille avec son fils du temps des lettres de cachet.

— C'est bien, monsieur. J'obéirai.

Corteiz sortit aussitôt. Il s'effaça derrière un groupe de soldats pendant qu'on introduisait Victor dans la cour. Puis il partit en courant, se dirigea vers le point duquel il ne fasse quelque sottise. M. le ministre en agit envers lui comme un père de famille avec son fils du temps des lettres de cachet.

— C'est bien, monsieur. J'obéirai.

Corteiz sortit aussitôt. Il s'effaça derrière un groupe de soldats pendant qu'on introduisait Victor dans la cour. Puis il partit en courant, se dirigea vers le point duquel il ne fasse quelque sottise. M. le ministre en agit envers lui comme un père de famille avec son fils du temps des lettres de cachet.

— C'est bien, monsieur. J'obéirai.

Corteiz sortit aussitôt. Il s'effaça derrière un groupe de soldats pendant qu'on introduisait Victor dans la cour. Puis il partit en courant, se dirigea vers le point duquel il ne fasse quelque sottise. M. le ministre en agit envers lui comme un père de famille avec son fils du temps des lettres de cachet.

— C'est bien, monsieur. J'obéirai.

Corteiz sortit aussitôt. Il s'effaça derrière un groupe de soldats pendant qu'on introduisait Victor dans la cour. Puis il partit en courant, se dirigea vers le point duquel il ne fasse quelque sottise. M. le ministre en agit envers lui comme un père de famille avec son fils du temps des lettres de cachet.

— C'est bien, monsieur. J'obéirai.

Corteiz sortit aussitôt. Il s'effaça derrière un groupe de soldats pendant qu'on introduisait Victor dans la cour. Puis il partit en courant, se dirigea vers le point duquel il ne fasse quelque sottise. M. le ministre en agit envers lui comme un père de famille avec son fils du temps des lettres de cachet.

— C'est bien, monsieur. J'obéirai.

Corteiz sortit aussitôt. Il s'effaça derrière un groupe de soldats pendant qu'on introduisait Victor dans la cour. Puis il partit en courant, se dirigea vers le point duquel il ne fasse quelque sottise. M. le ministre en agit envers lui comme un père de famille avec son fils du temps des lettres de cachet.

— C'est bien, monsieur. J'obéirai.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les grèves

Mise à l'index. — Les verriers de Dorigne et Escapont qui réclamaient à juste titre 25 % d'augmentation et auxquels les exploitants n'accordaient que 2 francs par jour, se sont mis en grève. Pas un verrier ne doit se diriger sur les deux verreries sus-nommées.

Baleiniers de Paris. — Rendez-vous ce matin à la Bourse du travail.

Monteurs électriques. — Aux ouvriers de la maison Devilaire et Rouge se sont joints même ceux des principaux chantiers de la maison Faillie et Reinhardt.

Aujourd'hui, réunion le matin à 9 heures et l'après-midi à 14 heures à la Bourse du travail, salle Ferrer. Compte rendu de la délégation.

Le mouvement, bien parti, doit aboutir rapidement d'une façon satisfaisante, grâce à la cohésion et à la solidarité des corporatifs.

Mardi à 20 h. 30, meeting de toute la corporation, grande salle de la Bourse du travail.

Terrassiers de Saint-Denis. — Ce matin, tous les grévistes de l'entreprise Vandewalle seront à la première heure sur leurs chantiers pour faire la chasse aux renards s'ils s'en présentent.

Ils se réuniront ensuite à 15 heures, Bourse du travail, rue Suger, à Saint-Denis.

Les revendications

Dans la chaussure. — A travail égal, salaire égal.

A signaler dans la corporation que la maison Chapuzol et Guyot a accepté les revendications des coupeuses qui demandaient le même tarif que les coupeuses.

Il faut que cet exemple soit suivi.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE des Charpentiers en fer de la Seine

Les corporants, monteurs, levageurs, riveurs, forgerons et similaires se sont assemblés, sur convocation de la Section du Syndicat unique du Bâtiment.

Ils ont pris plusieurs décisions très importantes qui suivent :

Le conseil de section est approuvé sous réserves pour l'action faite en ce qui concerne le recrutement syndical, l'unité syndicaliste, les revendications ouvrières.

Mandat est donné au conseil technique pour qu'une action immédiate soit entreprise sur tous les chantiers, à cet effet un secrétaire adjoint est désigné pour seconder le secrétaire dans sa besogne.

D'autre part, l'assemblée générale s'est déclarée à l'unanimité en accord avec le syndicalisme, fédéraliste et révolutionnaire, exprimé par le S.M.B. et la vieille Fédération du Bâtiment.

A l'unanimité l'assemblée générale confirme toutes les décisions prises par le Syndicat des Charpentiers en fer en 1910, 1911 et 1915 en ce qui concerne les infamies colportées contre notre vieux camarade Boudoux, comme il y a 14 ans, elle lui renouvelle sa sympathie et toute sa confiance et donne mandat au conseil, au bureau, d'intervenir dans la presse quand cela sera nécessaire.

A noter que l'A.G., interprète fidèle de la corporation, a désigné à l'unanimité le camarade Boudoux comme secrétaire adjoint de la section. C'est une réponse et il en viendra d'autres, tout arrive à point à qui sait attendre.

Notons en passant que la seule besogne politique n'a aucune prise dans notre corporation, aussi l'avenir peut être regardé avec confiance, à condition que tous les militants agissent avec ardeur dans leurs chantiers et soient les propagandistes quotidiens et acharnés du syndicalisme révolutionnaire.

Compagnons de toutes les spécialités de la charpente en fer, préparez-vous à l'action, et tous au syndicat.

Baptiste VALLET.

Secrétaire de la Section des Charpentiers en fer, Syndicat unique du Bâtiment et des Travaux Publics de la Seine.

Maneuvres communistes

Hier matin avait lieu la réunion de la section de la maçonnerie-pierre, à la Bourse du travail. Syndicalistes et communistes étaient présents. Trois ou quatre orateurs prirent la parole pour défendre leur point de vue. Les uns se réclamant du syndicalisme pur, les autres faisant de la politique.

A 11 heures, la discussion était close et l'on présentait au vote la motion du bureau. Une cinquantaine de copains lèvent la main, mais le président trouve le moyen de ne rien compter qu'une quarantaine. Puis c'est la mise aux voix de la motion présentée par la minorité. La moins nombreuse que les copains ne l'étaient auparavant, sont ceux qui lèvent la main. Mais le président les compte par dizaines et nos camarades sont forcément battus.

La motion présentée par la minorité de la section maintenant majoritaire, déclare bien qu'ils veulent se retirer du Syndicat unique du bâtiment et de la fédération, pour rester à la C.G.T.U. Et tout cela pour former une nouvelle chambre syndicale de la Maçonnerie-Pierre.

Et dire qu'il y a huit jours c'était nos camarades qui étaient traités de scissionnistes !

Voilà les résultats de la politique dans le syndicalisme...

Dans la Chaussure

Les militants du syndicat de la chaussure ont été grandement réconfortés de voir samedi la grande salle de la Bourse du travail pleine de travailleurs de la chaussure, ce qu'ils n'avaient pas vu depuis 4 ans.

Il faut noter que les salaires ont généralement baissé depuis deux ans et il était facile à prévoir que les ouvriers de la corporation seraient les premiers à tenter la

nécessité de mettre les salaires en harmonie avec l'augmentation du coût de la vie. Un des secrétaires démontre, chiffres en mains, qu'un salaire de 30 francs l'an passé devrait être porté à 40 francs pour garder la même valeur d'achat. Il marqua que le rajeusement des salaires ne serait fait que dans la mesure où le syndicat se sentirait fort de la confiance des travailleurs de la chaussure.

Le camarade Reynaud, de l'Union des Syndicats, exposa les responsabilités des classes dirigeantes dans la situation économique actuelle et fit heureusement comprendre la nécessité d'être organisés pour être forts. Différents camarades exposèrent leur point de vue pour réaliser pratiquement les augmentations de salaires et un ordre du jour fut unanimement approuvé marquant la confiance à l'organisation afin de mener à bien la lutte pour l'augmentation des salaires, marquant également la volonté de se conformer aux décisions d'action du syndicat.

DANS L'AMEUBLEMENT

Un bel exemple de solidarité à la maison Bergirioux (Vincennes)

Récemment un camarade vernisseur, après trois semaines d'incapacité de travail venant pour reprendre sa place se vit congédié. Des camarades voyant cette façon d'agir demandèrent aux patrons des explications. Comme prétexte, il leur fut répondu qu'il n'y avait plus de place et finalement que son travail était mal fait. Connaissant les difficultés dans ce genre de métier, les ouvriers et ouvrières jugèrent qu'après six mois dans une maison les reproches étaient un peu tardifs. Ils décidèrent de cesser le travail. Devant cette attitude énergique les patrons revinrent sur leur décision et le lendemain le camarade put reprendre son travail.

Bravo, camarades vernisseurs, et que cet exemple puisse être suivi !

A SAINT-DENIS

Contre la jaunisse

Et dire que M. Vanderwalle, pour ne pas dire M. Loucheur (auquel il sert d'homme de paille), n'a pas réussi dans ses deux projets !

Le 1^{er} échec est celui-ci : nos braves camarades cheminots se sont refusés à décharger les wagons de son entreprise ; c'est là, messieurs les patrons, outre une solidarité intercorporative, une solidarité internationale, car la majorité de nos camarades cheminots sont de nationalité étrangère.

Le 2^o échec est que M. Coignet n'a pas obtenu plus de succès malgré qu'il envoie à son nom les lettres d'embauche, pour briser la grève au profit de son crapule de frère, et aussi dans son propre intérêt. Mais aucun camarade de Saint-Denis ne se permettra d'enrayer ce mouvement si légitime. Plus que jamais, messieurs les patrons, les hommes que vous exploitez honnêtement sont décidés à la lutte, et vous capitulerez, parce que nos camarades veulent vivre et non crever de faim en travaillant.

**

Aux camarades de l'entreprise : Soyez à 6 h. 30 à la porte de vos chantiers pour empêcher de rentrer la jaunisse s'il y en a.

Aujourd'hui, lundi, à 8 heures du matin, rendez-vous à la Bourse du travail de Saint-Denis, pour décider de l'action à mener.

Léon LACROISILLE.

CONGRÈS INTERDÉPARTEMENTAL de la Minorité du Nord et du Pas-de-Calais

Comme suite au précédent article paru dans le *Libertaire* et l'*Égalité*, ce congrès aura lieu le 17 février 1924, et tiendra ses assises de 9 heures du matin à 3 heures de l'après-midi, dans la salle du Galion, rue de l'Arc, à Lille.

Ouvriers, militants, que vous soyez ou ne soyez pas autonomistes, venez nombreux à ces assises du syndicalisme libre, où des méthodes de travail pratique de la minorité y seront discutées, en s'inspirant de cette phrase si logique : « La politique divise et le syndicalisme unit et crée. »

N.-B. — La rue de l'Arc se trouve derrière le Palais d'Été, à 10 minutes de la gare, ou bien prendre, à la sortie de cette dernière, les tramways H.-B.-I.-M. jusqu'à l'arrêt (rue Hôpital-Militaire).

Écrire à Sémat Albert, rue des Pénitentes 3 bis, Lille.

FAITES DES ABONNES au "Libertaire"

Découpez le placard ci-contre et faites-le remplir par un camarade

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE POUR L'EXTRÉMIER
Un an..... 64 fr. Un an..... 96 fr.
Six mois..... 32 fr. Six mois..... 48 fr.
Trois mois..... 16 fr. Trois mois..... 24 fr.

Chèque postal : Férandel 586-65

De préférence utilisez notre Compte Chèque Postal Férandel n° 586-65 Paris
Vos frais d'envoi de fonds ne s'élèveront qu'à 0 fr. 25 — aucun risque de perte.

CHEZ LES HOSPITALIERS

La situation des malades

Laissons la parole aux ouvriers parisiens :

Nous pouvons voir dans le *Bulletin Municipal officiel* du 4 février dernier, que le Conseil municipal a décidé que les frais d'hospitalisation seraient augmentés. Désormais, l'on paiera 20 francs par jour en médecine, et 22 francs en chirurgie ou dans les salles d'accouchement.

Ceux qui paient si cher seront-ils au moins bien soignés, et auront-ils une meilleure nourriture ? C'est à espérer, car, jusqu'à ce jour, les malades et les blessés ont pu se plaindre à juste raison de la situation qui leur est faite par une administration qui a trouvé le moyen d'économiser 43 millions.

Lors de la formation de notre Section Unitaire des Hospitaliers, nous avions pensé que, tout en défendant des intérêts corporatifs de nos camarades hospitaliers, il était également de notre devoir, par suite de notre situation spéciale, de penser à toutes les victimes de la société bourgeoise, comme les malades ou les accidentés du travail obligés de recourir aux soins des hôpitaux.

Souvent, nous sommes plaints devant le public parisien pour voir par le *Bulletin* que les ouvriers qui se font soigner dans nos hôpitaux au contraire de signaler à la Section des Hospitaliers, 33, rue de la Grange-Belle, toutes les plaintes qu'ils auront à faire concernant l'Administration des Hôpitaux.

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

FÉDÉRATION ANARCHISTE DE LA RÉGION PARISIENNE

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

Vendredi 15 février, à 20 h. 30, 49 rue de Bretagne, réunion générale des anarchistes de la région.

ORDRE DU JOUR

La campagne pour l'annulation : Meetings et Manifestations ; Propagande générale de la Fédération ; Discussion sur le *Libertaire*.

Opportunité d'un Congrès.

Groupe du 11^{me}. — Jeudi 14, boulevard Voltaire 195, au « Rendez-Vous des Cochons », sous le premier étage (métro : Nation) : Cause réelle par le camarade Teddy Fraisse, sur « les Anarchistes et la femme ».

Groupe du 12^{me} : — Ce soir, à 21 heures : Causerie par le camarade Eugène Grégoire, sur « les Droits de la femme et la repopulation ».

Invitation cordiale à tous les anarchistes et lecteurs du *Libertaire*.

Groupe du 13^{me} : — Le Groupe organise pour le dimanche 17 février, dans la salle des fêtes de l'« Égalitaire », 17, rue du Sambre-et-Meuse, une grande matinée artistique, au profit de la propagande. Les Groupes sont invités à ne pas organiser le même jour.

Groupe du 14^{me} : — Le Groupe se réunit tous les samedis, 29, rue des Cochons, 11, boulevard Voltaire, dans la salle de la Fédération, au 1^{er} étage (métro : Nation) : Cause réelle par le camarade Eugène Grégoire, sur « les Droits de la femme et la repopulation ».

Invitation cordiale à tous les anarchistes et lecteurs du *Libertaire*.

Groupe du 15^{me} : — Le Groupe se réunit tous les vendredis, 29, rue des Cochons, 11, boulevard Voltaire, dans la salle de la Fédération, au 1^{er} étage (métro : Nation) : Cause réelle par le camarade Eugène Grégoire, sur « les Droits de la femme et la repopulation ».

Invitation à tous.

Province

Fédération anarchiste du Nord et du Pas-de-Calais. — Les groupes de Calais, Lens, Béthune, Béthune, Wattrelos, Roubaix, Onnaing, Berck-Plage, Haisnes, Croix, Mauberge, sont priés de se mettre en rapport avec le camarade Perier-Albert, rue d'Elne, Wasquehal, siège de la Fédération, pour tout ce qui concerne la Fédération, au point de vue causeries, conférences, etc., etc. Que les individualités qui désirent former des groupes écrivent : des affiches sont à leur disposition. Il ne faut pas que les déclions du Congrès de Lens restent lettre morte.

Tous au travail !

Lille. — Le Groupe de Lille se réunit tous les samedis, 29, rue Léon-Gambetta. Que les dégoutés de la politique viennent entendre les causeries qui sont faites par les camarades. Chez nous, pas de contrainte, pas d'autorité.

L'homme libre dans le groupe libre.

Wattrelos. — Réunion du Groupe mercredi, 20, rue Petit-Tourmalet.

Causerie sur l'antimilitarisme. Invitation à tous.

Calais. — Le Groupe de Calais se réunit tous les vendredis, 29, rue Léon-Gambetta.

Que les dégoutés de la politique viennent entendre les causeries qui sont faites par les camarades. Chez nous, pas de contrainte, pas d'autorité.

L'homme libre dans le groupe libre.

Arras. — Réunion du Groupe mercredi, 20, rue Petit-Tourmalet.

Causerie sur l'antimilitarisme. Invitation à tous.

Montreuil. — Réunion du Groupe mercredi, 20, rue Petit-Tourmalet.

Causerie sur l'antimilitarisme. Invitation à tous.

Le Touquet. — Réunion du Groupe mercredi, 20, rue Petit-Tourmalet.

Causerie sur l'antimilitarisme. Invitation à tous.

Le Havre. — Réunion du Groupe mercredi, 20, rue Petit-Tourmalet.

Causerie sur l'antimilitarisme. Invitation à tous.

Le Havre. — Réunion du Groupe mercredi, 20, rue Petit-Tourmalet.

Causerie sur l'antimilitarisme. Invitation à tous.

Le Havre. — Réunion du Groupe mercredi, 20, rue Petit-Tourmalet.

Causerie sur l'antimilitarisme. Invitation à tous.

Le Havre. — Réunion du Groupe mercredi, 20, rue Petit-Tourmalet.</